

Paris : j'étais aux côtés des Femmes de militaires en colère



C'est samedi à Paris, le 26 août. Il fait beau sur l'esplanade des Invalides ; un peu de voilées mais pas trop, dont quelques-unes tiennent un stand revendicatif. De quoi ? Je l'ignore et je m'en moque. Celles-là, elles ont le droit d'être là car c'est la mairie d'Hidalgo qui les y autorise. Mais pour ce qui est des autres femmes que je rejoins, elles n'ont obtenu qu'une remise : l'angle de la rue de Grenelle et du boulevard des Invalides.

Il y a foule... enfin pas trop : presque autant de journalistes que de manifestants venus assurer de leur soutien ces épouses et filles de militaires en colère. Tiens, ils sont presque tous là, les journalistes : LCI, CNews, RMC, RTL, Le Figaro, etc. Par contre côté politiques, c'est le calme plat !

Un peu déçu par le peu d'attention accordé à cette cause juste et non violente – ce que les CRS en faction ont dû apprécier, particulièrement lorsqu'ils ont été applaudis et remerciés chaleureusement –, je vais à la rencontre tout d'abord de l'avocate de l'association, Anne-Constance Coll. Je mets carte sur table : « *Je vous préviens, je suis là pour Riposte laïque.* » Pas de réaction d'hostilité. Maître Coll, ça l'amuse

plutôt, elle en a vu d'autres.

Puis elle me fait part des revendications de ces femmes inquiètes devant l'état d'épuisement et d'abandon de leurs maris par les pouvoirs publics. Ce qu'elles veulent, ce n'est pourtant pas la Lune. Entre autres, elles sont d'accord pour l'équilibre budgétaire, mais un équilibre sincère, qui ne se fasse pas au détriment de la sécurité des militaires chargés de nous protéger – j'entendrai plus tard que certains portent des gilets pare-balles hors d'âge. Idem pour les chocs post-traumatiques dont sont victimes les soldats en opération, elles demandent une réelle prise en charge.

Et là, il y a de quoi être effrayé, comme me l'explique David, infirmier militaire de son état et présent sur les lieux en sa qualité de membre de l'AFAR (Association des Forces Armées Réunies).

David me confie que, sur 8 800 choqués post-traumatiques, une poignée seulement sont traités avec des méthodes novatrices et encore moins perçoivent une pension militaire d'invalidité. Or, il est admis de nos jours que les blessures psychiques peuvent s'avérer aussi graves que les blessures physiques. Et pour exprimer la lenteur du système, il me révèle que le ministère traite encore en ce moment les dossiers de l'attentat-suicide du Drakkar à Beyrouth qui a entraîné la mort de 58 parachutistes français et blessé de nombreux autres en... 1983 !

Les blessés physiques ne semblent guère mieux lotis, puisqu'une minorité bénéficie d'une complète prise en charge. Les autres sont priés de contacter des associations. Lorsque j'aborde l'éviction du général de Villiers avec David, sa réponse fuse : « *Le seul mec qui était un véritable chef* », ajoutant qu'il l'aurait suivi partout.

J'apprends que des militaires de l'opération Sentinelle se sont suicidés. Pour finir, David me rapporte l'indiscrétion d'un médecin militaire siégeant au conseil chargé des pensions

d'invalidité, qui aurait reçu une note afin de ne pas dépasser les 2% de reconnaissance financière. Pour mémoire, la récente petite sauterie, lors de l'inauguration de nouvelles lignes TGV, a coûté « quelques » millions d'euros !



Je rencontre ensuite Laetitia, à la tête du mouvement Femmes de militaires en colère. C'est une épouse et une mère de famille, avenante, disponible. Au cours de notre entretien, elle me rapporte une phrase de sa fille aînée adressée à son père : « *Tu arrêtes, j'en ai marre.* » La gamine, elle veut que son père connaisse ses petits-enfants. De fil en aiguille, Laetitia admet qu'en France les militaires de Sentinelle, dont les armes sont obstruées – difficile de répondre immédiatement à une rafale de mitraillette dans ces conditions ! –, sont paradoxalement plus exposés qu'en opérations extérieures, où ils peuvent riposter immédiatement aux tirs ennemis.

Entretiens, une hystérique, qui s'est incrustée et a été préalablement renvoyée dans les cordes par Laetitia, me tend un papelard pour me signifier les crimes de l'armée française. J'explose devant un parterre de journalistes qui me matent comme une bête curieuse : « *Tire-toi de mon pays s'il ne te plaît pas !* » Et de me faire traiter de « *nazi* », ce qui est très cocasse au regard de mon histoire familiale et mes opinions. Un reporter me calme et me dit de laisser tomber. Je l'écoute. Toujours ces foutues sangsues du vivre-ensemble pour pourrir la vie des Français un peu trop français à leur goût. Passons !

Vient ensuite le discours d'une ex-femme de militaire, libérée de cette obligation de silence qui a dissuadé beaucoup de femmes de se présenter à visage découvert, ce jour. Elles subissent des pressions, m'affirme Laetitia.

C'est une femme à la peau mate, ce qui a son importance par rapport à cette phrase : « *Même aujourd'hui, les réfugiés sont mieux traités qu'eux* », ajoutant avec humour qu'il serait difficile de la cataloguer raciste. Elle désigne alors les journalistes en leur disant que ces hommes – et ces femmes, ne l'oublions pas – subissent des cadences infernales et sont moins bien payés qu'eux. Elle évoque les crachats et insultes qu'ils subissent quotidiennement, de la part sans doute de ces chances pour la France, dont certains iront joyeusement faire le djihad dans nos rues.

« *A un moment, nos hommes aussi ont besoin d'avoir un moment de retrait* », supplie-t-elle.



Des jeunes filles lisent un poème pour exprimer leur touchante révolte. C'est élégant, sans ostentation ni véhémence, c'est un cri sans rage, mais c'est un cri tout de même. Et toutes se tiennent serrées les unes contre les autres. La Marseillaise retentit. Des femmes embrassent le drapeau ; elles aiment leur pays, malgré tout.

De mon côté je les salue ces dames et demoiselles, ces épouses

et ces filles, et leurs maris, bien entendu, qui méritent mieux que ce mépris institutionnel, rampant devant les racailles criminelles en les gavant de subventions en lieu et place de la sévère correction qu'ils méritent.

Charles Demassieux